



CESE info

Le Comité économique et social européen
Un pont entre l'Europe et la société civile organisée
Décembre 2015 | FR



ÉDITORIAL

Comme ce numéro est largement consacré à l'afflux de réfugiés en Europe et à la pauvreté, j'y consacrerai aussi ce premier éditorial que j'écris en tant que président du Comité.

Nous sommes confrontés, d'une part, à une crise humanitaire, avec la nécessité d'accueillir décemment les réfugiés, et, d'autre part, à une aggravation effrayante de la pauvreté.

Comme beaucoup d'Européens, je suis ému et révolté par le sort des uns et des autres. Je ne supporte pas que des êtres humains soient contraints de tout quitter, y compris en risquant leur vie, à cause de la violence, de la guerre, de la tyrannie ou de la misère, où que ce soit dans le monde. Honte à ceux qui causent ou entretiennent ces exils ou qui en tirent un parti quelconque et, à l'inverse, honneur à ceux qui, notamment dans notre société civile, font quelque chose pour soulager les souffrances ou pour que ça cesse.

Et notre Europe, qui continue à représenter un espoir de paix, de démocratie et même de survie pour ceux qui n'ont plus rien, compte pourtant elle-même un nombre effrayant, et malheureusement croissant, de citoyens qui vivent dans la précarité et le dénuement. Cela aussi, il faut que ça cesse.

Sur l'un et l'autre thèmes, notre Comité a déjà émis un certain nombre d'avis, dont il est grand temps que nos décideurs les suivent. Mais son travail n'est pas terminé, loin de là.

Je me félicite d'avoir proposé que le «prix de la société civile», cette année, récompense des acteurs de la société civile qui sont actifs dans la lutte contre la pauvreté, et d'avoir eu l'assentiment de mes collègues sur ce point-là. Je me félicite aussi qu'ils aient accepté de réduire autant que possible les frais annexes pour augmenter le nombre de prix décernés. Je suis fier d'avoir l'honneur de présider un organe européen qui fait cela, parce que c'est aussi son rôle de lancer, au nom de la société civile européenne et de ses organisations, des messages de solidarité et d'entraide.

Georges Dassis
Président du Comité économique et social européen
Bruxelles, le 3 novembre 2015

Chers collègues,

Au moment où j'écris ces lignes, nous sommes tous bouleversés par ce qui s'est passé à Paris vendredi soir. Dans ces circonstances exceptionnelles, j'ai immédiatement rédigé et fait publier sur le site du Comité une déclaration que j'ai voulu faire au nom des membres de notre Comité pour dire avec force que l'ensemble de la société civile européenne est totalement solidaire du peuple français et profondément indignée par les actes ignobles d'individus méprisables.

Le texte de cette déclaration est disponible ci-après:
<http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.en.news&itemCode=37465>

J'ai fait cela sans délai, dès samedi matin, parce que je crois que c'était mon devoir et que c'est aussi pour cela que vous m'avez élu, mais je voudrais maintenant que la parole soit à vous tous et je souhaite que notre Comité, en assemblée plénière, adopte formellement une résolution.

Georges Dassis
Bruxelles, le 17 novembre 2015

DANS CE NUMÉRO

2 Ozark Henry nommé par les Nations unies ambassadeur de bonne volonté pour la Belgique contre la traite des êtres humains. La cérémonie s'est déroulée au CESE

3 L'harmonisation dans le progrès: le président du CESE présente les priorités de son mandat

4 La nouvelle composition du CESE

6 Les présidents des groupes présentent leurs priorités

7 Donnez votre avis sur le 7^e programme-cadre

8 UE-Afrique: la société civile prête à coopérer sur la crise des réfugiés

À VOS AGENDAS

20-21 janvier 2016/
CESE, Bruxelles:
session plénière du CESE

Nous sommes unis

Déclaration du président du Comité économique et social européen sur les attentats terroristes commis à Paris le 13 novembre 2015

Au nom de tous mes collègues membres du Comité économique et social européen, qui représentent auprès des institutions européennes toutes les grandes organisations patronales, syndicales et citoyennes de l'Union, j'exprime notre indignation et notre révolte absolues face aux attentats lâches et barbares qui ont été commis à Paris cette nuit.

Nos pensées vont aux victimes, à leurs proches, au peuple français et à ses institutions, que nous assurons de notre solidarité totale.

Ces assassins ivres de haine, imbéciles, ignobles et méprisables s'attaquent au peuple, à la démocratie et aux valeurs fondamentales de la République française. Ce faisant, ils s'attaquent aux peuples, à la démocratie et aux valeurs fondamentales de l'Europe, parce que ce sont les mêmes. Ils ne nous auront pas. Ils ne nous affaibliront pas. Ils n'atteindront aucun de leurs buts: notre unité autour des valeurs de la démocratie européenne, qui doivent d'ailleurs beaucoup à la République française, va encore se renforcer.



© Frederic Legrand - COMEFO / Shutterstock.com

Que ce soit clair: la totalité de la société civile organisée européenne est unie contre eux, avec le peuple français: cela signifie la totalité des organisations patronales, syndicales et citoyennes de l'ensemble des pays de l'Union européenne.

Georges Dassis
Président

Comité économique et social européen

La société civile européenne se penche sur la crise migratoire

En dépit des risques et des souffrances auxquels sont confrontés les migrants et les réfugiés, les flux migratoires vers l'Union européenne sont en progression. La contribution du CESE à ce sujet porte à la fois sur les priorités à courte échéance et sur la recherche de solutions durables et globales. L'approche en trois volets qui est adoptée par le Comité associe la lutte contre le trafic de migrants, l'intégration de ces derniers sur le marché du travail et des visites dans les centres d'accueil sur le terrain.

Audition publique sur le plan d'action contre le trafic de migrants

Le 12 octobre, le CESE a organisé une audition publique dans le cadre de son avis sur le «Plan d'action de l'UE contre le trafic de migrants (2015-2020)». Cette manifestation, présidée par la rapporteure du CESE, M^{me} Brenda King (groupe des employeurs, Royaume-Uni), a permis au Comité de recueillir des informations auprès des parties prenantes, notamment l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC). «La crise des réfugiés représente un défi mondial, qu'aucun pays ne peut affronter seul. Le CESE soutient la lutte contre les trafiquants et contre la criminalité organisée, tant à l'intérieur de l'UE qu'au-delà de ses frontières. En revanche, il recommande vivement de proposer des canaux sûrs et légaux de migration et de mobilité vers l'UE, car il s'agit du moyen le plus efficace de sécuriser ses frontières et de

tarir la demande pour les services fournis par les trafiquants».

Visite en Sicile

Du 12 au 14 octobre, les rapporteurs de l'avis du CESE sur l'agenda en matière de migration de la Commission, MM. Stefano Mallia (groupe des employeurs, Malte) et Cristian Pirvulescu (groupe des activités diverses, Roumanie), se sont rendus en Sicile, où ils ont rencontré les acteurs qui prennent en charge l'arrivée massive de migrants et de réfugiés sur l'île.

Les rencontres organisées avec la Croix-Rouge, l'Organisation internationale pour les migrations, le bureau de la task-force régionale de l'UE placé en appui des «points névralgiques» (hotspots), le centre d'accueil de Pozzallo et des ONG telles que Caritas, le Centre Astalli et

>>> page 2



© Stefano Mallia
Stefano Mallia et Cristian Pirvulescu, membres du CESE, au centre de la Croix-Rouge en Sicile

Au moment de récompenser les véritables champions de la lutte contre la pauvreté, la société civile européenne déclare qu'il est temps de prendre position contre la pauvreté dans l'Union européenne

Les organisations de terrain qui œuvrent à la réduction de la pauvreté en **Allemagne, en Irlande, en France, en Pologne et en Finlande** montrent la voie à suivre en venant directement en aide à ceux qui en ont besoin. Le Comité économique et social européen a décerné le prix 2015 de la société civile européenne à des organisations qui se distinguent par leur créativité et le succès qu'elles remportent dans la lutte contre la pauvreté.

Cinq projets de grande envergure et de niveau particulièrement élevé ont été sélectionnés sur une liste en comportant plus de cent:

- **Armut und Gesundheit** – Pauvreté et santé (Allemagne) offre des soins

médicaux complets aux sans-abri, les services d'une clinique en libre accès aux patients en situation instable et qui



Les experts évaluateurs du prix de la société civile: Maureen O'Neill, ancienne membre du CESE et présidente de la section SOC, Jean Lambert, députée au Parlement européen, Anne Van Lancker, femme politique belge et ancienne députée au Parlement européen, Julius op de Beke, responsable de politiques à la DG EMPL, représentant Stefan Olsson, directeur à la Commission européenne

ne disposent pas d'une assurance soins de santé, ainsi que diverses autres initiatives. Le projet «Street Jumper» promeut également la santé auprès des enfants et des jeunes issus de milieux défavorisés.

- **Fáilte Isteach**, une initiative de **Third Age** (Irlande), est un projet communautaire dans le cadre duquel des personnes âgées bénévoles accueillent des migrants et des réfugiés en Irlande en

>>> page 2



Ozark Henry nommé par les Nations unies ambassadeur de bonne volonté pour la Belgique contre la traite des êtres humains

La cérémonie s'est déroulée au CESE

Le 21 octobre 2015, l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDD) a désigné le célèbre musicien belge **Ozark Henry** comme nouvel ambassadeur national de bonne volonté contre la traite des êtres humains, en présence de Georges Dassis, le président du CESE. Cette nomination a pour but d'accroître la visibilité et d'aider à mobiliser le soutien en Belgique en faveur de la lutte contre la traite des êtres humains.



Ozark Henry lors de la cérémonie de nomination au CESE

La traite des êtres humains fait plus de 10 000 victimes chaque année en Europe. Pour **Georges Dassis, président du Comité économique et social européen**, «Cet esclavage des temps modernes est un scandale et un crime contre la société civilisée. La nomination d'Ozark Henry en tant qu'ambassadeur de bonne volonté des Nations unies est une bonne nouvelle pour la Belgique et pour l'Europe, car elle contribuera à la sensibilisation sur cette question et encouragera de nombreuses personnes à agir. Je donne l'assurance que les organisations de la société civile seront à ses côtés, car elles sont les mieux placées pour identifier les victimes et œuvrer activement à la prévention. Vous pouvez compter sur nous pour être un partenaire de premier plan dans la lutte contre la traite des êtres humains.»

S'exprimant sur sa nomination, **Ozark Henry** a expliqué que «De nombreuses victimes de la traite des êtres humains sont là. On ne les voit tout simplement pas ou on ne veut pas les voir. Il s'agit des enfants que l'on oblige à mendier dans les rues, mais aussi de ceux que l'on force à se prostituer ou qui travaillent au noir dans des ateliers de confection

clandestins. Nous vivons heureux dans notre petit monde à nous, en menant nos propres activités quotidiennes. J'ai senti qu'il était temps d'agir et d'essayer de faire quelque chose à ce sujet, d'apporter un plus dans la sensibilisation et de soutenir les organisations qui travaillent pour lutter contre cette forme moderne d'esclavage.»

Jean-Luc Lemahieu, directeur des affaires publiques de l'ONUDD, a remercié le CESE dont les membres s'efforcent de soutenir la lutte contre la traite des êtres humains en élaborant des avis importants et influents, tout en saluant le nouveau rôle que jouera Ozark Henry en Belgique. Au nom de la Belgique, **Werner Bauwens, directeur général adjoint pour les affaires multilatérales au ministère des affaires étrangères**, a loué l'action concrète menée par l'ONU et a souligné le rôle de chef de file que joue la Belgique dans la lutte contre la traite des êtres humains. (cad) ●

Des instruments de financement appropriés pour les entreprises, une condition essentielle de la croissance économique

Le CESE soutient la microfinance, car elle constitue un instrument puissant de lutte contre l'exclusion financière



Georges Dassis, président du CESE, et sa Majesté la Reine Mathilde de Belgique

La microfinance comprend une série de services financiers destinés aux personnes qui sont traditionnellement considérées comme inaptes à accéder aux services bancaires, principalement parce qu'elles ne disposent pas de garanties susceptibles de protéger l'institution financière contre le risque de perte.

La microfinance vise en grande partie les pays en développement, mais elle est également proposée aux emprunteurs au sein de l'UE. La **première journée européenne de la microfinance**, tenue les 19 et 20 octobre 2015, a été coorganisée par le CESE afin de sensibiliser l'opinion à la microfinance en tant qu'outil pour lutter contre l'exclusion sociale et le chômage dans l'UE. En présence de sa **Majesté la Reine Mathilde de Belgique** et de la **commissaire Marianne Thyssen**, **M. Joost van Iersel**, président de la section «Union

économique et monétaire, cohésion économique et sociale» du CESE, a souligné l'importance de renforcer la compétitivité, le développement durable et l'inclusion sociale au sein de l'Union. «Le développement de la microfinance rencontre d'importantes difficultés dans les États membres. Il est nécessaire d'améliorer ses conditions-cadres», a-t-il déclaré aux décideurs politiques de l'UE.

En effet, la microfinance est en train de devenir rapidement un outil pertinent pour réduire l'exclusion sociale et financière grâce à la fourniture de services financiers (microcrédit, microassurance, etc.) et non financiers (formations, tutorats, etc.).

Le CESE s'est penché sur la question et est convaincu que la microfinance est un moyen d'encourager l'entrepreneuriat et de créer de nouveaux emplois dans les microentreprises. Afin de réduire la complexité et les coûts du microcrédit, le CESE propose, d'une part, de développer des services de haute technologie standardisés et, d'autre part, d'accorder des garanties et des cofinancements.

Le CESE est d'avis que la véritable révolution de la microfinance est qu'elle donne, grâce à des activités d'intermédiation, une chance aux personnes à qui l'on refuse l'accès au marché financier et qu'elle responsabilise des personnes qui peuvent mener à leur terme leurs propres projets avec leurs propres ressources, en restant ainsi libres de toute assistance, subvention et dépendance. (mm) ●

Suite de la page 1

La société civile européenne se penche sur la crise migratoire

la Communauté de Sant'Egidio ont mis en évidence l'écart considérable entre la situation sur le papier et la réalité.

M. Stefano Mallia a déclaré que «le défi consiste à déterminer en l'espace de 24 heures si un migrant peut être candidat ou non à la protection. Quant à ceux dont on estime qu'ils n'ont pas besoin de protection, soit ils sont renvoyés – s'ils viennent d'un pays pour lequel il existe un accord sur les retours (comme la Tunisie) –, soit ils sont invités à quitter l'Italie dans un délai de sept jours et mis à la rue. Cette procédure pose manifestement un certain nombre de problèmes.»

Des moyens financiers plus importants permettraient aux ONG de se professionnaliser, tandis qu'une meilleure coordination des parties prenantes empêcherait certaines personnes de glisser entre les mailles du système. Une plus grande attention doit aussi être portée au processus d'intégration.

Audition publique sur l'intégration des migrants sur le marché du travail

Le 15 octobre, une audition publique a été organisée à Bruxelles sur le thème de l'intégration des migrants

Suite de la page 1

Au moment de récompenser les véritables champions de la lutte contre la pauvreté, la société civile européenne déclare qu'il est temps de prendre position contre la pauvreté dans l'Union européenne



Le CESE: s'engager à réduire la pauvreté en Europe

leur donnant des cours de conversation anglaise. Chaque semaine, plus de 2 200 étudiants migrants, demandeurs d'asile ou réfugiés bénéficient de cours donnés par plus de 750 bénévoles.

- **Uniterres**, une initiative de **A.N.D.E.S.** (France), offre à des épiceries sociales et solidaires des produits locaux, frais et de qualité récoltés auprès de producteurs locaux de fruits, légumes, plantes aromatiques et œufs. Ces produits sont accessibles en libre-service aux personnes vulnérables et aux bénéficiaires de l'aide alimentaire dans les épiceries sociales et solidaires, à des prix ne dépassant pas 30 % de leur valeur d'achat. Uniterres soutient à l'heure actuelle 124 agriculteurs en Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées et Bretagne, approvisionne 53 épiceries sociales et solidaires et fournit chaque année une aide alimentaire à 20 000 bénéficiaires.
- Les **Centres d'intégration sociale** sont une initiative de la **Fondation Barka pour l'entraide** (Pologne). Ils s'occupent d'éducation et de formation professionnelle des chômeurs de longue durée, notamment des personnes handicapées, des anciens détenus, des réfugiés et des toxicomanes.

Les centres d'intégration sociale organisent des ateliers de requalification professionnelle, des cours éducatifs et des groupes de soutien.

- **Y-Foundation** (Finlande) promeut la santé et le bien-être social en offrant à la location des logements de qualité à un prix abordable, dans le respect de la dignité humaine des personnes qui ont des difficultés à trouver un logement sur le marché immobilier ouvert. Les principaux groupes bénéficiaires de ces services sont les sans-abri et les personnes qui risquent de le devenir. Y-Foundation a également développé et soutenu la mise à disposition de logements pour les jeunes et les personnes souffrant de problèmes liés à la santé mentale ou à une addiction.

Selon Jean Lambert, députée au Parlement européen et l'une des quatre experts évaluateurs, «L'on constate que toute une série de problèmes, liés au sans-abrisme et à l'alimentation, sont de plus en plus une source de préoccupations. Certains sont très choquants, car ils montrent que nous ne sommes toujours pas capables de satisfaire des besoins et des droits humains fondamentaux.»

Le jury du prix de la société civile se composait du président et des deux vice-présidents, du président du groupe des employeurs, du président du groupe des activités diverses, d'un membre du groupe des travailleurs et du secrétaire général du CESE.

Le jury a choisi les cinq lauréats sur une liste de onze candidats élaborée par un panel de quatre experts externes. Les cinq projets gagnants se partageront un montant de 50 000 euros, l'intention étant que cet argent soit réinvesti dans des projets offrant des soins au sein de la collectivité. (sg) ●

L'Année européenne pour le développement 2015: de l'ébauche de l'idée au séminaire spécialisé

Le CESE n'est pas seulement à l'origine de l'idée même de cette Année européenne pour le développement (AED) 2015, il a également contribué à son succès. Plusieurs initiatives visant à toucher un public plus large – groupes d'entreprises, syndicats et ONG – ont été organisées tout au long de l'année en vue d'explorer les moyens de rationaliser et de coordonner cette politique de manière plus agissante et plus efficace.

La section des relations extérieures du CESE a travaillé en étroite collaboration avec les pays engagés dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Elle a notamment organisé le **14^e séminaire régional des milieux économiques et sociaux ACP-UE**, qui a plaidé avec force en faveur de l'instauration d'un cadre de convergence pour les objectifs de développement durable (ODD), centré sur l'éradication de la pauvreté et l'atténuation du changement climatique. Lors de la réunion du **réseau des acteurs économiques et sociaux UE-Afrique**, le CESE a insisté sur la nécessité d'une gestion transparente du Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de l'Afrique proposé par l'UE lors du sommet tenu à La Valette, et demandé que ce fonds soit basé sur les ODD et fasse l'objet d'un suivi en fonction de ceux-ci, dans le cadre d'un véritable partenariat entre les pays.

À l'approche de la fin de l'année, le département de la communication du CESE a organisé à Luxembourg l'**édition 2015 du séminaire des attachés de presse de la société civile**, consacrée aux défis de la communication sur la politique de développement. Ce séminaire s'est déroulé du 26 au 27 novembre, avec la participation de chargés de communication d'organisations de la société civile, de journalistes, d'étudiants et d'universitaires de toute l'Union européenne. Trois tables rondes intéressantes ont eu lieu: la

première sur la campagne de communication concernant l'AED, la deuxième sur le rôle de la société civile organisée et des médias et la troisième sur la communication ayant trait aux ODD. Les membres du CESE, ainsi que des orateurs de marque, représentant le Centre régional d'information des Nations unies, l'OIT, la BEI, le WWF, l'ONG Welthungerhilfe, l'Agence suédoise pour le développement, la Commission européenne, le Parlement européen, ainsi que le gouvernement et le Conseil économique et social du Grand-Duché de Luxembourg, ont partagé leur expérience, procédé à un échange de bonnes pratiques et débattu avec quelque 150 invités. De plus amples informations sont disponibles sur le site internet du CESE. (sma/dm) ●



de trouver un logement décent. Les réfugiés ayant un emploi contribueraient au système de sécurité sociale et leurs achats de biens de consommation bénéficieraient à l'économie dans son ensemble. Cela pourrait aider les pays européens à faire face à leurs problèmes de déclin démographique, de vieillissement de la population et de pénurie de main-d'œuvre.

Les conclusions de la mission comme celles de l'audition seront intégrées aux avis qui seront adoptés lors de la session plénière du mois de décembre. (mm/dm) ●



CESE info

Le Comité économique et social européen
Un pont entre l'Europe et la société civile organisée
Décembre 2015 | FR

L'harmonisation dans le progrès: Georges Dassis, le nouveau président du CESE, présente les priorités de son mandat

Élu à une majorité écrasante, Georges Dassis est le 31^e président du Comité économique et social européen, institution qu'il va piloter avec deux vice-présidents, MM. Michael Smyth (budget) et Gonçalo Lobo Xavier (communication), de 2015 à 2018.

«Ce mandat sera utile aux citoyens, il leur sera entièrement consacré. Nous entendons mobiliser toutes les forces de la société civile pour rendre l'Union européenne attrayante et plus présente dans la vie quotidienne des Européens. Il importe avant tout d'éradiquer l'extrême pauvreté et d'investir dans l'emploi des jeunes, les projets d'infrastructure, la recherche et l'innovation, et ce, massivement. L'Europe ne doit pas être synonyme de nivellement par le bas, mais par le haut. Elle doit amener tous les citoyens du Nord, du Sud, de l'Est et de l'Ouest vers une vie meilleure: voilà ce que nous appelons l'harmonisation dans le progrès», a affirmé **Georges Dassis**.

Le programme du président propose ainsi des orientations très concrètes visant les politiques de l'Union européenne, inspirées par les avis adoptés par le Comité et adressés aux institutions européennes, conformément à la mission du Comité prévue par le traité. Loin de prendre l'Union comme un «acquis à tout jamais», il met en avant la grave crise que traverse l'Europe, qui a vu la récession économique et sociale entamer profondément la confiance que les citoyens avaient placée en elle. En appelant à l'entrepreneuriat, au travail et à la solidarité, le programme met l'accent sur la **cohésion sociale, économique et territoriale**, qui reste le fondement d'une Union juste et équitable. Des instruments comme le revenu minimum européen ou la fiscalité doivent être utilisés à cet effet.

Le programme soutient le plan d'investissement pour l'Europe, en demandant l'ajout d'un **plan extraordinaire d'investissements** pour la croissance et l'emploi, et l'adoption de mesures spécifiques de convergence

économique, telles qu'un système d'émission conjointe de dette et un fonds temporaire pour les bons du trésor européen.

Le **marché unique numérique**, la création d'un **espace européen des transports** et la mise en place d'une véritable **Union de l'énergie** constituent également des priorités pour le nouveau président du CESE, de même que la contribution au développement durable de l'Union, notamment vis-à-vis du changement climatique dont les contraintes doivent être intégrées à toutes les politiques de l'UE.

Dans son programme, le président rappelle son attachement à une **Union forte dans le monde**, qui doit

défendre non seulement ses intérêts économiques, mais plus encore ses exigences sociales et environnementales. Cette Union se doit d'accueillir les demandeurs d'asile et de mettre en place une **nouvelle politique migratoire** fondée sur les principes de solidarité et de respect des droits de l'homme. La lutte contre les trafiquants via une coopération accrue entre les États membres devra en faire intégralement partie.

Pour faire face à ces défis, objectifs et urgences, les États membres doivent également donner à l'Union européenne les moyens d'agir, avec la mise en place d'un **budget** qui corresponde à ses ambitions.

Une Europe de progrès pour tous

«Quand ils m'ont fait l'honneur de m'élire comme président, mes collègues savaient bien que je continuerais à faire ce que j'ai toujours fait:

- défendre, d'une part, les valeurs européennes fondamentales, la démocratie, le dialogue social et civil et, donc, la société civile organisée et le Comité,
- défendre, d'autre part, l'Union européenne elle-même, parce que c'est un projet noble, grand, intelligent et généreux, indispensable à la paix et au progrès et, malgré cela, il est attaqué, il est souvent mal géré et il n'est pas à l'abri du pire.

Ils savent aussi quelle est ma conviction et je crois qu'ils la partagent: l'Europe doit tendre à ce que tous ses citoyens puissent travailler et vivre dans des conditions décentes. L'Union doit retrouver leur confiance,

leur appui, leur adhésion et même leur enthousiasme. Elle doit retrouver l'attrait qu'elle avait autrefois, celui qui a poussé de nombreux peuples, dont le mien, à vouloir y adhérer, parce que c'était un espace de paix, de démocratie et de prospérité.

Pour cela, il faut qu'elle cesse de passer pour une machine indifférente aux souffrances des gens, lointaine et insensible, et il faut qu'elle démontre concrètement aux femmes et aux hommes d'Europe qu'il y a une chose qui, en définitive, est plus importante que tout le reste, dans ce fameux projet européen, une seule chose qui, au final, compte vraiment: eux.»

Georges Dassis
Président du CESE



Georges Dassis, président du CESE, avec Gonçalo Lobo Xavier (à gauche) et Michael Smyth (à droite), vice-présidents du CESE

Une saine gestion financière

Je suis membre du Comité depuis 2006 et c'est un honneur pour moi d'avoir été nommé vice-président. La société civile a un rôle essentiel à jouer dans l'Europe d'aujourd'hui, et le Comité doit consentir davantage d'efforts pour veiller à ce que sa contribution soit pleinement prise en compte au niveau européen.

En tant qu'économiste, je suis particulièrement heureux que les finances du Comité m'aient été confiées! Je me réjouis de coopérer étroitement avec les autres membres du groupe budgétaire et du Bureau. J'espère pouvoir mettre à profit l'expérience que j'ai acquise à la tête d'un grand organisme pourvoyeur de logements sociaux en Irlande du Nord, Habinteg Housing Association, qui dispose d'un budget comparable à celui du Comité.

Mes priorités consisteront essentiellement à poursuivre l'excellent travail de mon prédécesseur, Hans-Joachim Wilms, à préparer le budget du Comité, en garantissant qu'il se conforme aux procédures requises, ainsi qu'à maintenir et à renforcer la coopération avec les institutions européennes et le Comité des régions.

En ce qui concerne plus généralement mon rôle au Comité, je pense que ce dernier mettra bien davantage l'accent, au cours de son nouveau mandat, sur les

questions sociales et, en particulier, sur la «génération perdue» de jeunes gens que la génération qui est la mienne a laissé tomber à bien des égards. Notre Comité est certainement bien placé pour jouer un rôle de premier plan lorsqu'il s'agit de s'attaquer au problème du désenchantement et du désintérêt des jeunes.

Depuis le début de la crise financière et économique, le processus décisionnel en Europe s'est distancié davantage encore des citoyens ordinaires. Le Comité se doit d'assumer pleinement son rôle de passerelle entre la société civile et l'Europe. Ma vision pour les années à venir repose sur une multiplication des initiatives «Going local» (Investir l'échelon local), sur une plus grande communication de nos membres avec leurs propres communautés locales et ONG, ainsi que sur des efforts accrus de leur part pour faire prendre conscience aux citoyens que l'Europe ne se résume pas à la Commission, au Parlement et au Conseil et qu'ils peuvent s'exprimer à travers nous.

Michael Smyth
Vice-président du CESE chargé du budget

Communiquer ensemble pour promouvoir les travaux du Comité

Je pense appartenir à une génération extrêmement chanceuse: la «génération Erasmus», celle qui a vécu dans une Europe globalement pacifiée et a bénéficié d'immenses possibilités en matière d'accès à la connaissance et d'échanges culturels. Cette expérience a beaucoup contribué à mon sentiment d'être un authentique Européen.

Je voulais donner quelque chose en retour à l'Europe. Je suis donc résolu à consacrer ma vice-présidence du CESE à œuvrer pour son avenir. Voilà pourquoi mon ambition, en tant que vice-président nouvellement élu du CESE, chargé de la communication, est de promouvoir la valeur ajoutée de notre Comité, ainsi que les contributions que ses membres apportent, par leurs travaux, au processus continu de la construction européenne. Plutôt que d'axer notre communication sur le rôle et l'architecture institutionnels du CESE, nous la ferons porter sur nos travaux et sur les résultats obtenus – ainsi que sur la manière dont le Comité se fait l'écho des préoccupations réelles des citoyens et dont il s'empare des vrais enjeux. Nous devons expliquer aux Européens comment nous faisons changer les choses.

Les membres sont toutefois les premiers à reconnaître qu'il n'est pas possible de communiquer sur tous les sujets. Si la communication porte sur tout, alors rien n'est important. Nous devons sélectionner et hiérarchiser les enjeux pour être plus efficaces et obtenir de meilleurs résultats.

Nous devons nous concentrer sur les sujets qui conjuguent l'élaboration des politiques avec les questions qui comptent vraiment pour les citoyens ordinaires. Enfin, nous devons être concrets, et préférer les faits aux discours. Voilà quelle est notre mission: représenter la société civile organisée, avec tous les avantages et les inconvénients qui en découlent.

Je considère que le renouvellement du CESE, qui compte 40 % de nouveaux membres, est certes un défi, mais aussi une occasion à saisir. Ces membres apporteront des idées neuves et un nouvel état d'esprit au Comité. Par conséquent, notre mission consiste, dans l'immédiat, à nous mettre rapidement au travail et à aider les nouveaux membres à prendre connaissance des objectifs du CESE. Du point de vue de la communication, il y a là une occasion à saisir.

Ma conviction est que chaque membre porte une part de responsabilité en matière de communication. L'action conduite par chacun d'entre eux, et leur capacité à être exemplaires ouvrent des perspectives considérables en la matière. Albert Schweitzer, prix Nobel de la paix en 1952, affirmait que «Donner l'exemple n'est pas le meilleur moyen d'exercer une influence sur autrui. C'est le seul». Voilà qui résume bien la façon dont j'envisage le travail de

Nouvelle composition du CESE

PRÉSIDENCE

La présidence du CESE se compose d'un président et de deux vice-présidents; leur mandat dure deux ans et demi.



Président
Georges Dassis
(Groupe II – travailleurs – Grèce)



Vice-président
Michael Smyth
(Groupe III – activités diverses – Royaume-Uni)
Président du groupe budgétaire



Vice-président
Gonçalo Lobo Xavier
(Groupe I – employeurs – Portugal)
Président du groupe
«Communication»

Groupes

Le CESE est divisé en trois groupes: employeurs, travailleurs et activités diverses



Groupe I – employeurs

Président
Jacek Krawczyk
Pologne

Vice-présidents du groupe

Milena Angelova	Violeta Jelić
Paulo Barros Vale	Stefano Mallia
Stéphane Buffetaut	Thomas McDonough
Peter Clever	Maurizio Reale
Vladimíra Drbalová	Erik Svensson



Groupe II – travailleurs

Présidente
Gabriele Bischoff
Allemagne

Vice-présidents du groupe

Andrzej Adamczyk	Wolfgang Greif
Cinzia Del Rio	Judy McKnight
Anne Demelene	Denis Meynent
Plamen Dimitrov	José María Zufiaur
Bernt Fallenkamp	



Groupe III – activités diverses

Président
Luca Jahier
Italie

Vice-présidents du groupe

Benedicte Federspiel
Mindaugas Maciulevičius
Arno Metzler
Ariane Rodert
Ioannis Vardakastanis

BUREAU

Le Bureau organise le fonctionnement et les travaux du Comité. Avec le président et les deux vice-présidents, il est constitué de 39 membres. Pour les questions spécifiques, le Bureau est assisté par des groupes ad hoc.



Groupe des employeurs

Daniel Marels
Manthos Mavrommatis
Bernd Dittmann
Dorthe Andersen
Reet Teder
Patricia Cirez Miqueleiz
Tellervo Kyla-Harakka-Ruonala
Dragica Martinović Džamonja
David Croughan
Joost van Iersel
Jacek Krawczyk
Gonçalo Lobo Xavier
Brendan Burns

Groupe des travailleurs

Oliver Röpke
Lucie Studničná
Gabriele Bischoff
Georges Dassis
Pierre Jean Coulon
Stefano Palmieri
Daiva Kvedaraitė
Raymond Hencks
Charles Vella
Martin Siecker
Ellen Paula Nygren
Andrej Zorko
Emil Machyna

Groupe des activités diverses

Ronny Lannoo
Dilyana Slavova
Pavel Trantina
Arno Metzler
Miguel Ángel Cabra de Luna
Reine-Claude Mader
Ákos Topolánszky
Luca Jahier
Gunta Anča
Krzysztof Balon
Cristian Pîrvulescu
Ariane Rodert
Michael Smyth

ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE

L'Assemblée plénière du Comité adopte ses avis à la majorité simple et les adresse au Conseil, à la Commission et au Parlement européen. Le Comité compte 350 membres.



pour la période 2015-2018

Le Comité compte six sections ainsi que la commission consultative des mutations industrielles (CCMI), l'observatoire du marché unique (OMU), l'observatoire du développement durable (ODD), l'observatoire du marché du travail (OMT) et le comité de pilotage de la stratégie Europe 2020.

Section «Transports, énergie, infrastructures, société de l'information» (TEN)



Président

Pierre Jean Coulon
Groupe des travailleurs
France

Section «Relations extérieures» (REX)



Présidente

Dilyana Slavova
Groupe des activités diverses
Bulgarie

Section «Union économique et monétaire, cohésion économique et sociale» (ECO)



Président

Joost van Iersel
Groupe des employeurs
Pays-Bas

Section «Agriculture, développement rural, environnement» (NAT)



Président

Brendan Burns
Groupe des employeurs
Royaume-Uni

Section «Marché unique, production et consommation» (INT)



Président

Martin Siecker
Groupe des travailleurs
Pays-Bas

Section «Emploi, affaires sociales et citoyenneté» (SOC)



Président

Pavel Trantina
Groupe des activités diverses
République tchèque

Observatoire du développement durable (ODD)



Présidente

Brenda King
Groupe des employeurs
Royaume-Uni

Observatoire du marché unique (OMU)



Président

Pedro Almeida Freire
Groupe des employeurs
Portugal

Observatoire du marché du travail (OMT)



Président

Carlos Manuel Trindade
Groupe des travailleurs
Portugal

Commission consultative des mutations industrielles (CCMI)



Présidente

Lucie Studničná
Groupe des travailleurs
République tchèque

Comité de pilotage de la stratégie Europe 2020



Président

Etele Baráth,
Groupe des activités diverses
Hongrie

QUESTEURS



Antonello Pezzini
Groupe des employeurs
Italie



Laure Batut
Groupe des travailleurs
France



Bernardo Hernández Bataller
Groupe des activités diverses
Espagne

Secrétaire général
Luis Planas



Les priorités du groupe des employeurs: une croissance et des emplois solides, stables et durables pour les entreprises et la société dans laquelle elles évoluent

Suite de la page 3
Communiquer ensemble pour promouvoir les travaux du Comité



Le groupe des employeurs

Le groupe des employeurs continuera de plaider en faveur de la croissance et de l'emploi au profit des entreprises et de la société dans laquelle elles évoluent. Nous travaillons actuellement sur nos priorités, qui doivent encore être adoptées par le groupe; elles se répartissent en 6 grandes rubriques:

- un environnement macroéconomique stable, condition indispensable à une croissance solide, durable et stable. **Les États membres doivent absolument mener à bien, dans le cadre du semestre européen, des réformes structurelles en faveur de la croissance et respecter la discipline budgétaire;**
- la promotion de l'**esprit d'entreprise** en Europe: afin de faciliter la création d'entreprises et la croissance, l'UE et ses États membres doivent améliorer les conditions-cadres de l'entrepreneuriat.
- l'**achèvement du marché intérieur de l'UE**, en tenant compte des besoins des entreprises, en vue de réaliser des gains d'efficacité, d'améliorer la réglementation et de réduire sensiblement les coûts;
- la **promotion d'une politique industrielle compétitive, pleinement intégrée et tournée vers l'avenir**, afin de garantir une assise industrielle forte, solide et compétitive en Europe;
- une **(re)construction du rôle de l'Europe dans le monde**, en plaidant pour le libre-échange, au bénéfice des entreprises et de leurs clients;
- la **compétitivité pour accroître l'emploi et préserver la dimension sociale de l'UE**: en mettant l'accent sur la compétitivité et la stimulation de la croissance, l'UE permettrait aux entreprises de créer davantage d'emplois. C'est de la sorte que l'on pourra donner à l'UE une véritable dimension sociale et résoudre le problème du niveau élevé du chômage.

Jacek Krawczyk

Président du groupe des employeurs

communication parmi les membres. J'encourage chacun d'entre eux à communiquer à la fois à Bruxelles (car le CESE a besoin que la Commission européenne et le Parlement européen reconnaissent la valeur de ses travaux) et dans leur pays d'origine (avec nos organisations et les acteurs sur le terrain). C'est pourquoi je suis un fervent partisan de l'initiative «Going local – investir l'échelon local» – qui fait partie de notre engagement. Nous nous réjouissons d'avance de pouvoir travailler au renforcement de cette initiative avec les membres, les sections et les groupes du CESE.

Il est impossible de passer sous silence les événements tragiques qui se sont déroulés en Europe tout récemment. Quand nous pensons aux attentats perpétrés à Paris le 13 novembre, nous devons nous rappeler que notre objectif à tous est de défendre une Europe unie, démocratique, solidaire, pacifiée, prospère et proche de ses citoyens. C'est la contribution que nous apportons pour éviter que des tragédies telles que celles qui ont frappé l'Europe ne se reproduisent.

En tant que vice-président du CESE spécifiquement chargé des questions de communication, je vous témoigne ma fierté de travailler dans un des domaines d'activité du Comité pour lequel nous pouvons déjà nous appuyer sur une base solide. Croyez bien, en outre, que je m'efforcerai chaque jour de m'améliorer. Avec l'aide de toutes les personnes concernées, je m'appuierai sur les outils existants pour aider les membres à communiquer sur les travaux du CESE et, avec votre soutien, j'en mettrai au point de nouveaux pour gagner en efficacité.

Communiquons, ensemble!

Gonçalo Lobo Xavier

Vice-président du CESE chargé de la communication

Un projet positif pour l'avenir du travail

La politique européenne de ces dernières années a été marquée par le sauvetage de l'euro et par la crise. Les approches suivies sont de plus en plus dictées par les égoïsmes nationaux. C'est ce que démontre actuellement la «crise des migrants», qui est en réalité une crise politique. Jusqu'ici, l'UE n'est pas parvenue à faire front commun face au défi que représente l'accueil de tous les réfugiés qui fuient la guerre et la violence.

C'est comme si l'esprit de la renationalisation avait désormais libre cours et s'était propagé à la faveur de la crise.

Ce dont l'Europe a besoin aujourd'hui, c'est d'un projet positif pour l'avenir, qui prenne de nouveau en considération les conditions de vie et de travail des citoyens.

C'est pourquoi il importe de ne pas se focaliser uniquement sur le marché unique numérique, mais de considérer le marché du travail dans son ensemble et d'élaborer des solutions européennes, afin de faire en sorte que le travail du futur soit équitable et juste. La numérisation ouvre des perspectives en ce sens, pour autant qu'elle soit convenablement encadrée politiquement. L'acquis social doit servir à cet égard de fondement et doit être encore consolidé.

En outre, il est nécessaire d'approfondir l'UEM, pour garantir qu'elle devienne enfin plus sociale et plus démocratique. Le développement d'une union sociale doit faire partie intégrante d'une UEM approfondie et ne pas en être un simple appendice. Pour ce faire, des propositions concrètes doivent être avancées.

La mise en œuvre d'un dialogue macroéconomique au sein de la zone euro peut ainsi contribuer de manière déterminante au développement démocratique et social de l'UEM. Sans une participation accrue des partenaires sociaux, un véritable approfondissement de l'UEM ne sera pas possible.

La dimension sociale de l'UEM suppose enfin également que la consolidation des budgets publics s'accompagne d'un programme d'investissement efficace, susceptible de générer des recettes grâce à la croissance, la cohésion sociale et la solidarité, afin d'éviter que le creusement des inégalités sociales ne menace l'intégration économique et la prospérité de l'Europe.

Gabriele Bischoff

Présidente du groupe des travailleurs

Les priorités du groupe des activités diverses



La présidence du groupe des activités diverses

Fin 2015, le CESE a accueilli 40 % de nouveaux membres et se trouve ainsi revigoré pour aborder son mandat quinquennal 2015-2020. Au sein du groupe des activités diverses, ce chiffre est encore plus élevé, puisque 48 nouvellement nommés ont rejoint nos rangs.

Si notre Comité abordera ainsi 2016 en ayant refait un plein d'énergie, l'UE, pour sa part, traverse aujourd'hui une phase qui tient de la crise existentielle. La défiance entre les États membres atteint des sommets historiques et c'est la politique de la peur qui domine aujourd'hui d'une extrémité à l'autre du spectre politique.

La thèse que défend le groupe des activités diverses consiste à affirmer que c'est précisément dans ce climat politiquement «chargé» et empreint de méfiance que le CESE a un rôle essentiel à jouer. Durant notre mandat précédent, notre attention s'est focalisée sur trois grandes thématiques: la durabilité de la croissance et de l'investissement, une Europe sociale, durable et inclusive et, enfin, la mission active que la société civile doit jouer dans l'ensemble du processus législatif européen. Dans les décisions que nous avons prises et les actes que nous avons posés au cours de ces cinq dernières années, notre visée fondamentale a été d'insuffler une orientation, d'innover et de favoriser l'unité.

C'est sur le travail de qualité ainsi accompli que nous devons bâtir notre action pour les deux ans et demi à venir. Pour atteindre cet objectif, nous entendons traiter des

thématiques nouvelles et pérnantes, pour lesquelles notre groupe peut tirer parti de la diversité de sa composition et de ses réseaux afin de sensibiliser le citoyen européen. Dès 2016, nous envisageons de nous pencher sur la fonction que la culture remplit vis-à-vis de l'identité européenne et de nouer le dialogue avec les habitants du Royaume-Uni sur les coûts et les avantages qui résulteraient d'une décision de leur pays de sortir de l'UE. C'est que notre priorité, pour l'horizon tel qu'on peut le prévoir aujourd'hui, est de placer le CESE au cœur de cette Europe des citoyens, en encourageant les échanges au niveau local et en concourant à retisser la confiance à l'égard des politiques européennes. Au niveau du Comité, cette ambition peut impliquer d'investir davantage dans les évaluations de politiques et de nous démarquer de notre rôle «classique» pour nous diversifier. Plus spécifiquement, pour notre groupe, l'enjeu consistera peut-être à concentrer nos travaux sur des domaines d'intervention essentiels. En tout état de cause, le groupe des activités diverses continuera à s'investir pour faire descendre l'«Europe» jusqu'au niveau local, grâce à une série de manifestations qui seront programmées tout au long des prochaines présidences du Conseil de l'UE, assurées par le Luxembourg, les Pays-Bas, la Slovaquie, etc.

Il est tout aussi certain qu'à l'expiration du présent mandat, l'héritage que nous devons laisser sera d'avoir imprimé, avec la plus grande netteté, la marque de la société civile!

Luca Jahier

Président du groupe des activités diverses



Le groupe des travailleurs

La réindustrialisation de l'Europe – Séminaires du groupe des employeurs

Le groupe des employeurs s'est récemment consacré à l'examen de différents aspects de la réindustrialisation de l'Europe. Les 26 et 27 octobre, il a organisé un séminaire de deux jours à Milan et Bergame, en coopération avec l'AICE, la Confcommercio, la Confindustria et la Coldiretti.

Le premier jour, les débats ont porté sur le rôle du commerce international dans la réindustrialisation de l'Europe. Les participants ont débattu de l'avenir de la politique commerciale de l'UE, du rôle des accords de libre-échange et de la manière de relancer l'industrie européenne grâce au commerce et aux investissements. L'accent a plus particulièrement été mis sur l'incidence de la future politique commerciale sur l'industrie alimentaire, qui est un secteur important de l'économie italienne.

Le deuxième jour, les participants ont examiné le rôle de l'innovation dans la réindustrialisation de l'Europe. Des représentants d'entreprises italiennes ont présenté des exemples illustrant la manière dont l'innovation peut profiter aux secteurs agricoles et de l'industrie agroalimentaire de l'Europe. Une deuxième table ronde s'est penchée sur le thème de l'industrie 4.0 et ses conséquences pour la politique industrielle européenne à l'avenir. Le groupe des

employeurs est convaincu que la pleine exploitation du potentiel de l'internet des objets offre à l'UE une occasion unique d'aller de l'avant pour assurer sa compétitivité mondiale. (lj)



Le séminaire du groupe des employeurs à Bergame

Donnez votre avis sur le 7^e programme-cadre de recherche et de développement

Le 27 octobre 2015, la Commission européenne et le Comité économique et social européen ont organisé une manifestation à Bruxelles pour présenter les résultats de la consultation publique réalisée dans le cadre de l'évaluation a posteriori du septième programme-cadre de recherche et de développement pour la période 2007-2013 (7^e PC). Cette consultation publique en ligne, que la Commission a menée de février à mai 2015, a permis de prendre connaissance d'un large éventail de points de vue et avait pour but d'assurer la transparence du projet d'évaluation. Au total, ce sont 202 réponses qui ont été reçues: 44 % provenaient d'établissements d'enseignement supérieur et d'instituts de recherche publics, 35 % de particuliers, 14 % du secteur privé, 8 % de ministères

et d'organismes publics et 4 % de petites et moyennes entreprises. Certaines organisations de parties prenantes ont également fait parvenir des contributions écrites distinctes. Les participants à la consultation publique se sont déclarés globalement satisfaits du septième programme-cadre, estimant que parmi ses principales réussites, il convenait de citer la promotion de l'excellence, les efforts pour instituer un écosystème de l'innovation dynamique et la contribution à la création d'un espace européen de la recherche (EER). D'après les résultats de cette enquête, c'est au niveau de trois aspects importants de la valeur ajoutée européenne que le septième programme-cadre a le plus porté ses fruits: la réponse apportée à des défis qui se posent dans toute l'Europe, l'intensification de la concurrence dans la recherche et l'amélioration de la mobilité des chercheurs. Parmi les carences que la consultation a mises en lumière figurent notamment les fortes barrières à l'entrée, les appels à propositions très pointus et le trop grand nombre de dossiers soumis, la place insuffisante accordée aux effets sur la société et à la participation de l'industrie, ou encore la lourdeur des formalités administratives.

L'évaluation a posteriori du septième programme-cadre est effectuée dans le contexte de l'initiative «Mieux légiférer» de la Commission, qui vise à accroître l'ouverture et la transparence du processus décisionnel de l'UE, à améliorer la qualité des nouvelles législations grâce à de meilleures évaluations d'impact des projets et amendements législatifs et à promouvoir une révision cohérente et constante de la législation européenne existante, de sorte que les politiques de l'UE atteignent leurs objectifs de la manière la plus efficace et la plus rationnelle possible. (sg)



© Paradise Picture / Shutterstock.com

L'Observatoire du marché du travail, le pôle spécialisé du CESE pour la surveillance du travail dans l'UE

par M. Carlos Trindade, du groupe des travailleurs, président de l'Observatoire du marché du travail

L'Observatoire du marché du travail (OMT) a été créé en 2007 et a pour mandat de cerner et d'analyser les tendances et les défis du marché de l'emploi, et d'apporter ainsi une valeur ajoutée aux travaux de la section SOC et du CESE.

Composé de 33 membres, dont un président et deux vice-présidents, il fonctionne dans le cadre de la section SOC, à laquelle il fait rapport. En règle générale, l'OMT traite des questions complexes, qui nécessitent une réflexion plus longue et plus approfondie que celle pouvant résulter du mode de fonctionnement habituel des groupes d'étude (conformément à la décision du Bureau du CESE du 10 juillet 2007, R/CESE 921/2007 rev).

À l'heure actuelle, alors que le marché du travail au sein de l'UE est confronté simultanément à deux importantes réalités, la première étant le contexte actuel même, immédiat et concret, découlant de la crise, qui exige un accompagnement et un approfondissement, et la seconde, l'émergence de nouveaux environnements professionnels et de formes novatrices d'organisation du travail, suite à l'évolution scientifique et technique, qui requiert une capacité de prospective et de proposition, l'OMT doit définir un plan d'action lui permettant de remplir avec rigueur et efficacité sa fonction.

Dès lors, la vision stratégique qui s'impose à l'OMT doit englober:

1. un débat sur la nouvelle politique d'immigration légale et d'intégration des immigrants et des réfugiés sur le marché du travail;
2. un examen de l'incidence sur l'emploi de la transition numérique et de la transition vers une économie verte, à faible intensité de carbone et efficace dans l'utilisation des ressources;
3. un examen de la situation en ce qui concerne l'emploi des jeunes et les chômeurs de longue durée;
4. une étude sur la mobilité de la main-d'œuvre sur le marché du travail européen, du point de vue du respect des règles de la concurrence loyale entre entreprises, ainsi que des droits du travail et sociaux existant dans chaque État membre.

Deux questions transversales, celles de la situation particulière des personnes handicapées et des Roms sur le marché du travail, seront en permanence prises en considération par les chercheurs et les intervenants dans le cadre des initiatives à mener à bien.

Si l'on concentre sur cette thématique les ressources existantes et l'expertise des membres du CESE, de la Commission européenne, du Parlement européen et d'autres experts de la société civile, et pour autant que l'on travaille en réseau afin d'optimiser les savoirs et les moyens, il est certain que les conclusions tirées par l'OMT apporteront une valeur ajoutée importante. Ceci valorisera les travaux de la section SOC et contribuera à la visibilité du CESE lui-même.

L'Europe intermédiaire au cœur de la stratégie Europe 2020: rapprocher l'Europe des citoyens

Le 2 décembre 2015, le groupe des activités diverses a tenu à Luxembourg une conférence sur la coopération macrorégionale intitulée «L'Europe intermédiaire au cœur de la stratégie Europe 2020: rapprocher l'Europe des citoyens». Organisé en partenariat avec le Parlement européen, cet événement s'est déroulé dans l'ancien hémicycle du PE (bâtiment Robert Schuman).

Se référant à l'exemple de la *Grande Région*, qui réunit des régions du Luxembourg, de France, d'Allemagne et de Belgique, cette conférence présidée par M. Luca Jahier, président du groupe des activités diverses, a permis aux participants d'échanger leurs points de vue sur la manière dont les stratégies transfrontalières intégrées peuvent contribuer directement à la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive.

Cette manifestation a rassemblé des intervenants provenant d'horizons divers. Le groupe des activités diverses a accueilli entre autres M. **Nicolas Schmit**, ministre luxembourgeois du travail, de l'emploi et de l'économie sociale et solidaire, et M. **Philippe Ledent**,

président du Comité économique et social de la *Grande Région*. Pour en savoir plus sur le programme et les intervenants de cette conférence, veuillez suivre le lien suivant: <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.group-3-events-and-activities>.

Dans l'après-midi, le groupe a visité **Esch-sur-Alzette-Belval**, et plus spécifiquement le «nouveau Belval». Jadis le haut lieu de la métallurgie du Luxembourg, ce site fait désormais l'objet d'un projet de développement urbain parmi les plus ambitieux d'Europe, caractérisé par la préservation de certains éléments de l'ancienne zone industrielle.

Au cours de cette visite, les membres ont pu découvrir l'un des plus beaux projets de reconversion régionale en Europe, qui permet aujourd'hui de loger jusqu'à 7 000 personnes, toutes générations confondues, sur un site de la taille de 120 terrains de football, et où jusqu'à 25 000 personnes peuvent mener leur travail, leurs recherches et leurs études. (cl)

BIENTÔT AU CESE

«Lieux de passage» Une exposition sur les postes de contrôle et les bâtiments frontaliers annexes du Luxembourg

En marge de la soirée luxembourgeoise du 9 décembre a été organisée l'exposition «Lieux de passage». Celle-ci consiste en des photos, prises par Andrés Lejona, de passages de frontières du Luxembourg avec ses pays limitrophes.

Particulièrement d'actualité en cette période où nous parlons de fermer les frontières à cause de l'immigration,



© Photographie d'Andrés Lejona

l'exposition sera accessible du 9 décembre 2015 au 15 janvier 2016 dans le bâtiment JDE, au Foyer du 6^e étage. (edn)

Manifestation du CESE pour la Journée du handicap

À l'occasion de la Journée internationale des personnes handicapées (le 3 décembre), le CESE organisera, en coopération avec les Nations unies, une projection d'«*El desorden de los sentidos*» (Le désordre des sens), un documentaire mettant en scène Antonio, 13 ans,

et Gerardo, 34 ans, qui sont tous deux handicapés et prennent le chemin de Compostelle à vélo, accompagnés de leurs familles. Cette manifestation, qui sera suivie d'un débat avec les familles, vise à sensibiliser le public aux difficultés rencontrées par les personnes handicapées et leurs proches dans leur vie et leurs activités quotidiennes, et à mettre en lumière l'indifférence de la société pour leurs besoins, ainsi que leur courage et leur lutte permanente pour faire avancer la cause des personnes souffrant d'un handicap. La projection est prévue pour le 14 décembre à 18 heures, et se déroulera dans l'atrium 6, au siège du CESE (bâtiment JDE). (cad/dm)

UE-Afrique: la société civile prête à coopérer sur la crise des réfugiés


La coopération pleine et entière avec les pays africains pour résoudre la question des flux de réfugiés dans l'UE a bénéficié du soutien unanime de la société civile des deux continents. Toutefois, il est nécessaire d'agir dès maintenant: «Un plan d'action ne suffit pas, il importe de le doter des moyens financiers nécessaires et d'améliorer la coordination et la coopération».

La deuxième réunion du réseau des acteurs économiques et sociaux UE-Afrique, qui s'est tenue à Bruxelles les 27 et 28 octobre 2015, a donné lieu à une déclaration conjointe qui expose des propositions, articulées pour l'essentiel autour des trois thèmes suivants:

- **Lutter contre le trafic de migrants et renforcer la coopération policière et judiciaire** – Principaux objectifs: un financement adéquat, une coopération plus étroite, la création de couloirs humanitaires sûrs et le soutien aux organisations de la société civile qui viennent en aide aux migrants.

- **Traiter à la racine les causes de la migration:** les participants ont approuvé l'idée, avancée par la Commission, de créer un *Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique* reposant sur les ODD, et un véritable partenariat avec les pays chargés de sa mise en œuvre.

- **Faciliter la migration légale et la mobilité:** les droits de l'homme, la solidarité et une réelle coopération entre pays d'origine et pays de destination devrait sous-tendre les politiques et les mesures juridiques en matière de migration.

L'on trouvera sur notre site internet davantage d'informations sur la déclaration adoptée, laquelle a été transmise aux chefs d'État et de gouvernement de l'UE et des pays africains lors du sommet de La Valette des 11 et 12 novembre ainsi qu'aux participants: <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.events-and-activities-eu-africa-ecosoc-network-02>. (sma) 

Deuxième édition du «Pain de la paix» sur fond de crise des réfugiés




L'édition 2015 de la conférence *FriedensBrot* («Pain de la paix») s'est déroulée à Poznań, en Pologne, grâce au concours d'organisations de la société civile d'Allemagne, Bulgarie, Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovénie.

Ce pain de la paix, qui a été remis au cours d'une cérémonie par le ministre polonais de l'agriculture M. Sawicki, est fabriqué à base de seigle cultivé dans des lieux symboliques d'un point de vue historique: un petit champ situé dans la «bande de la mort» de l'ancien mur de Berlin pour le seigle allemand, ou la ville polonaise de Suchowola, où vivait

Jerzy Popiełuszko, le prêtre assassiné par les dirigeants communistes en 1984, pour le seigle polonais.

Le CESE était représenté par trois de ses membres – MM. Petersen (Employeurs, DE), Siecker (Travailleurs, NL) et Kamieniecki (Activités diverses, PL) – qui ont pris part à des échanges de vues fructueux réunissant un large éventail de parties prenantes.

Les initiateurs de la conférence, parmi lesquels M. Adalbert Kienle, ancien membre du CESE, ont appelé le Comité à continuer à soutenir cette initiative intéressante.


M. Sawicki a insisté sur la responsabilité qui incombe tant à l'État qu'à la société s'agissant de la résolution de la crise des réfugiés. M. Bleser, secrétaire d'État parlementaire auprès du ministère fédéral allemand de l'alimentation et de l'agriculture, a souligné que la paix ne pourra être acquise qu'en conjuguant nos efforts. Par conséquent, il est important d'unir nos forces, d'aider à accueillir les réfugiés et de s'attaquer aux causes profondes de l'immigration. (sma) 

EN BREF

Le président Dassis rencontre Frans Timmermans, vice-président de la Commission, afin de présenter les recommandations du CESE sur le programme de travail

Le 20 octobre, M. Georges Dassis, président du CESE, a rencontré M. Frans Timmermans, premier vice-président de la Commission européenne, afin de présenter les recommandations du CESE relatives au programme de travail annuel de la Commission pour 2016.

Le président du CESE s'est prononcé en faveur d'un certain nombre de modifications qui, de l'avis du Comité, rendront le processus législatif de l'Union européenne plus démocratique et plus transparent. M. Dassis a expliqué qu'il est nécessaire de renforcer le modèle social européen en garantissant une protection sociale pour tous les Européens et en établissant un socle de droits sociaux. Il a en outre appelé à développer une nouvelle politique migratoire fondée sur les droits de l'homme, la solidarité et l'humanité.

En ce qui concerne le **paquet «Mieux légiférer»**, M. Dassis a rappelé que le Comité doit être associé aux évaluations ex ante et aux consultations sur le terrain, en facilitant le dialogue social et civil avec les partenaires sociaux, les ONG et les citoyens. Le rôle du Comité dans la plateforme REFIT doit être réévalué, ce qui permettra à la société civile de participer à l'évaluation des politiques et constituera un filet de sécurité face aux lacunes de la législation européenne ou aux obstacles. (mm) 


Le CESE à la conférence EuroPCom 2015

EuroPCom, l'une des principales conférences à l'intention des experts en communication des pouvoirs publics locaux, régionaux, nationaux et européens, s'est tenue à Bruxelles les 21 et 22 octobre 2015. Quelque 95 orateurs et 900 participants ont pris part à cette conférence organisée par le Comité des régions en coopération avec d'autres institutions de l'Union européenne. La présence, cette année, de représentants des centres d'information Europe Direct confèrait une pertinence toute particulière à EuroPCom dans le contexte de l'approche «Investir l'échelon local» (*Going local*) du CESE.

Cette édition d'EuroPCom, baptisée «*No Slogans*», a mis en exergue les défis majeurs de la communication publique. M. Lobo Xavier, vice-président du CESE, a pris la parole lors de la séance de clôture et a présenté sa vision de la communication, tandis que M^{me} Di Nicolantonio, chef de l'unité «Visites et publications»,




Gonçalo Lobo Xavier, vice-président du CESE, à l'ouverture du concert de charité «L'Europe au Cœur»


a pour sa part animé un atelier consacré aux outils de communication pédagogiques. Le CESE a également accueilli l'un des déjeuners de mise en réseau. (ac) 

Le CESE participe à «L'Europe au cœur»

Le vice-président Gonçalo Lobo Xavier a participé à l'ouverture du concert de charité en soutien aux réfugiés «L'Europe au cœur», qui a eu lieu le 19 novembre au Bozar à Bruxelles. La manifestation a été organisée conjointement avec la Commission européenne, le Bozar et l'institut Goethe. Devant la grande salle de concert comble, M. Lobo Xavier a souligné l'importance des travaux du Comité en matière de migration et a annoncé les prochaines activités «Going local» du CESE, qui seront menées à la fin de l'année et au début de l'année prochaine. Le programme artistique qui a suivi réunissait des musiciens de Grèce, de Turquie, d'Arménie, du Maroc et

de Syrie. Les fonds collectés ont été versés à la Croix-Rouge et à l'association belge sans but lucratif Give Eur-Hope. (cad) 

Un projet de don alimentaire au CESE

Depuis le mois d'octobre, certains restes alimentaires ne sont plus jetés. Au lieu de finir à la poubelle, comme c'était encore trop souvent le cas, les restes sont redistribués à des personnes qui n'ont pas les moyens de s'offrir un repas: sans-abri, sans-papiers, réfugiés, etc. Une convention vient d'être signée par le CESE, le CDR, les services de restauration et deux associations bruxelloises qui sont partenaires de ce projet et via lesquelles les restes seront redistribués. Durant la phase pilote, le don porte sur des sandwiches et des wraps. Ce projet s'inscrit dans la politique générale de lutte contre le gaspillage alimentaire menée par les Comités. (fda) 

Chères lectrices, chers lecteurs,
À l'approche de la fin de l'année,
nous tenons à vous souhaiter
d'ores et déjà un joyeux Noël
et à vous adresser nos meilleurs
vœux de santé et de prospérité
pour cette nouvelle année 2016.

Nous voudrions également
remercier nos abonnés et nos lecteurs,
ainsi que tous ceux qui ont contribué
à nos éditions.

L'équipe de la communication du CESE

CESE info dans 23 langues: http://www.eesc.europa.eu/activities/press/eescinfo/index_fr.asp

Décembre 2015 / 9

CESE info paraît neuf fois par an, lors des sessions plénières du Comité.

Des exemplaires imprimés de CESE info peuvent être obtenus gratuitement en allemand, en anglais et en français auprès du service de presse du Comité.

De plus, CESE info est disponible dans 23 langues en format PDF à partir du site web du Comité:

URL: <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.eesc-info>

CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.

La reproduction – avec mention de CESE info – est autorisée (moyennant copie au rédacteur en chef).

Tirage: 6 500 exemplaires.

Le prochain numéro paraîtra en janvier 2016.

IMPRIMÉ SUR PAPIER 100 % RECYCLÉ

Comité de rédaction:
Alun Jones (rédacteur en chef)
Daniela Marangoni (dm)

Contributeurs à la présente édition:
Anna Comi (ac)
Caroline Alibert-Deprez (cad)
Chloé Lahousse (cl)
Daniela Marangoni (dm)
Denis Liegeois (dl)
Eleonora Di Nicolantonio (edn)
Fabrizio D'Angelo (fda)
Francisco Soriano (fs)
Leszek Jarosz (lj)
Milen Michev (mm)
Siana Glouharova (sg)
Sílvia M. Aumair (sma)

Coordination:
Agata Berdys (ab)

Édition clôturée
le 18 novembre 2015

Adresse:

Comité économique et social européen
Bâtiment Jacques Delors, rue Belliard 99,
1040 Bruxelles, Belgique
Tél. +32 25469476
Fax +32 25469764
Courriel: eescinfo@eesc.europa.eu
Internet: <http://www.eesc.europa.eu/>



Office des publications